

Glossaire

Cette rubrique en construction est gérée par Pierre Donadieu et Xavier Guillot. Elle bénéficiera de toutes les contributions et suggestions des membres du réseau.

Autonomies locales

La notion d'autonomies locales renvoie dans la réflexion territorialiste à la pensée d'Ivan Illich (1973), plus précisément à un maillage de savoirs et pratiques inscrits dans des communautés à échelle humaine. Considérée comme une référence importante dans nombre de mouvements dits alternatifs, l'autonomie est ici entendue comme autonomie locale, basée sur des communautés plus respectueuses de l'environnement, privilégiant l'intensité relationnelle et dont les pratiques, représentations et institutions ne sont pas gouvernées de l'extérieur.

Opposé à l'hétéronomie qui serait le fait de la hiérarchie et de l'obéissance aux règles sociales et politiques, l'autonomie revêt le sens d'une capacité à s'autogouverner, un présumé désormais perdu par la déterritorialisation des conduites et la marchandisation de toute relation au milieu. Le territorialisme vise par son approche des territoires à défendre ou renforcer l'autonomie juridique, instituée déjà à partir de l'époque romaine par les *municipia* – les communautés - et les *universitas* - les communs - qui constituent l'élément premier de l'identification des habitants avec leur territoire. Cette approche, opposée à une vision centralisée et utilitariste des relations, enracine la politique dans les cultures locales. GF et IT.

Ivan Illich, 1973, *La convivialité*, Paris, Editions du Seuil, 162 p.

Biorégion urbaine

« *Un ensemble de systèmes territoriaux locaux fortement transformés par l'homme, caractérisés par la présence d'une pluralité de centres urbains et ruraux organisés en systèmes réticulaires et non hiérarchisés. Ces systèmes sont reliés entre eux par des rapports environnementaux qui tendent à réaliser un bouclage des cycles de l'eau, des déchets, de l'alimentation et de l'énergie. Ils sont caractéristiques des équilibres écosystémiques d'un bassin hydrographique, d'un nœud orographique, d'un système de vallée ou d'un système collinaire ou côtier, y compris de son arrière-pays* » (Magnaghi, 2010). Le concept de biorégion et la méthodologie qui l'accompagne rendent aux territoires toutes leurs dimensions multifactorielles et multi-échelles. L'articulation ville/campagne, les systèmes énergétiques et économiques à base locale, mais aussi des « *formes d'auto-gouvernement des lieux de vie et de production* » sont pensés de manière non duale. Cette vision dynamique relie « *l'habiter (lieux fonctionnels et de vie d'un ensemble de villes, bourgs et villages) d'un système socio-territorial* », à la poursuite d'un équilibre co-évolutif (...) vers l'équité territoriale ». (Magnaghi, 2014, p.7)

Alberto Magnaghi, 2010, *Il patto città-campagna. Un progetto per la bioregione della Toscana centrale*, Alinea, Firenze University Press.

Alberto Magnaghi, 2014 (trad. I. Tomassi), « I fondamenti della bioregione urbana », in Magnaghi (dir.), *La regola e il progetto. Un approccio bioregionalista alla progettazione del territorio*, Firenze University Press.

Voir : territorialisme

Communs

Pêcheries, terres agricoles en commun, pâturages, coopératives de semences... « *On estime que 2 milliards de personnes dans le monde subviennent à leurs besoins quotidiens à travers une forme ou une autre de gestion communautaire de ces ressources naturelles.* » (Bollier, 2014, p.13). Loin de se réduire à une gestion de « biens » qui seraient partagés, dont l'exemple paroxystique sont les ressources naturelles (Ostrom, 2010), ces communs reposent sur des règles d'usage collectivement construites (Dardot, Laval, 2014), dont la pérennité est assurée par les valeurs sociales reconnues. Reposant sur un double imaginaire politique de l'agir en commun, ainsi que de l'imbrication du social et de l'environnement, les communs constituent un modèle de fonctionnement ancien qui perdure là où la *nouvelle économie des ressources* (Garrett Hardin, 1968) n'a pas encore marqué d'un sceau fatal toute forme d'action collective. GF, MG et IT.

David Bollier, 2014, *La renaissance des communs*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer, 192 p.

Pierre Dardot et Christian Laval, 2014, *Commun. Essai sur la révolution du XXIème siècle*, 600 p.

Elinor Ostrom, 2010, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck, 300 p.

Habiter

Réalité conceptuelle large, qui se rapporte à la manière dont les humains sont en relation avec les lieux de leur existence, particulièrement comme territoire de leur propre action (Paquot, Lussault, Younes, 2007). Ainsi, l'habiter « *n'est pas se fondre dans un creuset spatial et y développer des façons de faire et d'être déterminées par celui-ci. Il est nécessaire de penser l'individu comme l'acteur d'une partie au moins de sa réalité géographique (...) comme l'acteur de sa réalisation en tant qu'être qui fait sens* » (Hoyaux, 2002). Désignant la « *Manière dont les mortels sont sur la terre* » (Heidegger, 1958, p.175), il est l'expérience la plus fondamentale de notre rapport au monde (Pattaroni, Kaufmann, Rabinovich, 2009, p. 5). Sa portée ontologique minimale est néanmoins élargie par les soins apportés au lieu habité, constitutifs d'une certaine éthique ; et ces actions portées sur le lieu habité participent à leur tour de la confection de savoirs sur et pour le territoire. GF.

Martin Heidegger, 1958, *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 378 p.

André-Frédéric Hoyaux, 2002, « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo : European Journal of Geography*.

Thierry Paquot, Michel Lussault, Chris Younès, 2007, *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris, La Découverte, coll. Armillaires, 390 p.

Luca Pattaroni, Vincent Kaufmann, Adriana Rabinovich, 2009, « L'habitat en question », *Espaces Temps*.

Invariants structurels

« Les invariants structurels décrivent l'organisation et le fonctionnement des relations entre les éléments qui composent un système territorial, c'est-à-dire identifient les règles génétiques et les règles de transformation qui permettent la reproduction et le développement du système territorial, lui-même en perpétuelle transformation. » Magnaghi, site Società dei Territorialisti (trad. I. Tomassi)

Les invariants structurels constituent une brique fondamentale du nouveau regard territorialiste en vue d'un renouveau de la planification ainsi que de ses effets sur le paysage et l'environnement. Alberto Magnaghi en propose une explicitation en creux : les invariants structurels « ne sont pas des objets, des zones, des paysages, des portions de territoire particulièrement de valeur conservative (...), ne sont pas des contraintes sur des portions de territoire ». Ils sont plutôt « des règles de buon governo qui concernent le territoire régional tout entier dans ses articulations locales pour nourrir la reproduction en tant que bien collectif et réaliser le bien-être de la population. » (*ibid.*). Dès lors, les biens culturels et paysagers, par exemple, sont considérés comme des nœuds du système territorial qui caractérisent son identité collective, historique et mémorielle. IT.

Polycentrisme

Néologisme italien proposé en 1956 par Palmiro Togliatti pour définir la « voie italienne » du communisme, se différenciant pour des raisons culturelles, territoriales et sociales des directives soviétiques. Le polycentrisme signifie donc, dans un registre politique, la prise en compte des particularités des différents « pôles » spatiaux dans une recherche d'autonomie, par opposition à la soumission normative. Lors de sa reprise dans l'aménagement du territoire français dans les années 1960, le terme revêt un sens d'organisation d'abord fonctionnelle du territoire.

Devenu synonyme du polynucléisme, il correspond alors, à l'échelle nationale, à une répartition spatiale de différentes fonctions (administratives, économiques, sociales...) selon une logique de développement *équitable* des territoires (Baudelle, Peyrony, 2005), et, à l'échelle urbaine, à un réseau urbain multipolaire (ex : réseau de transport, typologie des formes, diversité fonctionnelle...). La démarche Territorialiste vise à renouer avec le caractère politique du polycentrisme, considérant que la recherche d'autonomies locales constitue un moteur d'animation et d'organisation de la vie locale. GF et MG.

Guy Baudelle, Jean Peyrony, 2005, « Le polycentrisme en France : cheminement d'un concept », *Territoires 2030*, n°1, pp. 89-101.

Recherche-action

La *recherche-action* s'entend ici comme une démarche de recherche *pour l'action et par l'action*, « faisant de la pratique le point de départ d'une connaissance scientifique du monde social, en même temps que le moteur de son histoire (...), (qui) transforme des intérêts en connaissance (...). Du point de vue pragmatique, la question de la recherche-

action, en ne situant pas le savoir comme un savoir expert, mais comme un savoir à produire, est très directement liée à la démocratisation » (Berger, 2003, p.13).

Ce travail continu et conjoint de recherche et d'action postule ainsi pour les praticiens et chercheurs un renouvellement dans les formes d'implications d'autres acteurs (ex : société civile), dans les méthodologies et outils employés (qu'il s'agisse d'enquêtes, d'ateliers ou de cartographies), dans les rapports aux terrains (ex : immersions de longue durée, observations participantes), mais aussi dans les postures développées (de l'expert, de l'utilisateur, du décideur...) et dans les catégories à dépasser (ex : urbain/rural, villes/campagnes, habitant/expert...). Tout ceci afin d'envisager une co-construction des problématiques de recherche-action. MG.

Guy Berger, 2003, « Recherche-action Epistémologie historique », in Pierre-Marie Mesnier et Philippe Missotte, 2003, *La recherche-action. Une autre manière de chercher, se former, transformer*, L'Harmattan, pp. 11-26.

Territorialisme

Toute posture qui établit des liens nécessaires entre des lieux et des communautés vivantes.

Pour les membres du réseau territorialiste, le territorialisme désigne un mouvement d'idées humanistes qui met en avant l'intérêt d'un développement soutenable local (territorialisé) ouvert sur le monde. Ce type de développement cherche à concilier les besoins humains fondamentaux matériels et immatériels des habitants, et la qualité de leur environnement et de leurs paysages, grâce aux diverses modalités de la gouvernance territoriale.

La société italienne des territorialistes, fondée par Alberto Magnaghi en 2010, met par exemple en avant l'auto-développement soutenable (la recherche de l'autonomie politique, économique et sociale des communautés locales) et le biorégionalisme (l'attention portée aux singularités écologiques fonctionnelles d'une région). PD.

Voir : biorégion urbaine